Le Grain de sable

N° 410 – Mardi 18 mars 2003

LE GROUPE DES 8

Dans ce numéro



FORUM SOCIALE SICILIANO 2001
ATTAC Palermo

Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« G8! » par Valerio – Documents d'analyse – http://www.attac.org/genes2001/

Le G8 : un modèle défaillant de la gouvernance mondiale

Par Tom Barry
Traduction : Paul Gignac, coorditrad traducteurs bénévoles (*)

Le sommet du G8 de 2001, qui déclencha de fortes manifestations de rue à Gênes, a soulevé de nouvelles questions sur la légitimité et la valeur de cette réunion annuelle de dirigeants du monde. Afin d'éviter une confrontation avec les protestataires anti-mondialisation, on a choisi la ville canadienne isolée de Kananaski comme site du sommet 2002 du G8. Bien que les questions concernant la légitimité du G8 demeurent, le sommet a offert à des dirigeants du monde une occasion très appréciée de discuter des façons d'améliorer la coopération internationale.

Le développement de l'Afrique, le combat contre le terrorisme et la lutte contre la stagnation de l'économie mondiale étaient les priorités établies avant le sommet. Les dirigeants du G8 devaient aussi passer en revue les progrès effectués dans les domaines prioritaires des réunions précédentes, notamment la promotion de l'enseignement primaire universel, le combat contre les maladies infectieuses – en premier lieu le sida –, la réduction du fossé numérique et la diminution de la dette. Bien que des déclarations soient attendues sur tous ces sujets, personne n'espérait beaucoup du sommet 2002. Le nouvel unilatéralisme agressif des USA a créé des fractures dans les alliances transatlantiques et transpacifiques, sapant ainsi l'un des fondements originels du sommet, qui était précisément de réduire l'hégémonie des USA et de bâtir une gestion collective mondiale. Depuis le milieu des années 1990, les sommets annuels ont intégré de plus en plus de questions sociales et de problèmes des pays en développement dans leurs ordres du jour, mais ils ont échoué à progresser dans la solution de ces questions. De la même manière, le G8 n'a pas réussi à créer le leadership mondial nécessaire pour abandonner le

modèle néolibéral qui s'est révélé défaillant à gérer l'économie mondiale. Pour beaucoup d'ONG et de pays en développement, le sommet du G8 demeure un symbole de la gouvernance mondiale par une élite, mais les questions sur la légitimité de ce forum auto-constitué sont de plus en plus éclipsées par les critiques de son inefficacité.

Les origines du G8/G7 remontent aux troubles économiques du début des années 1970, quand s'effondra le système monétaire de Bretton Woods et que la première crise pétrolière provoquée par l'OPEC frappa le monde. C'était aussi l'époque où l'hégémonie des USA depuis la Seconde Guerre mondiale était largement battue en brèche par le mouvement émergent de pays non alignés, partisans d'un nouvel ordre économique international, et par des forces insurgées du tiers monde, en particulier à Cuba et au Viêt-nam. Le type de contrôle exercé par les USA sur l'économie globale et les institutions de gouvernance mondiale était également contesté par d'autres nations industrialisées, qui se trouvaient de plus en plus en concurrence avec les USA sur les marchés internationaux. À l'intérieur, les USA souffraient de stagflation, tandis que leurs affaires étrangères paraissaient également sombres, qu'ils étaient engagés dans une guerre sans fin contre le Viêt-nam et qu'ils connaissaient le premier déficit de leur balance des paiements depuis 1947.

En 1971, le président Nixon dissocia le dollar de l'étalon or, détruisant unilatéralement le système monétaire dominant. Dans ce système, les pays membres fixaient le cours de leurs monnaies en fonction d'une quantité fixe d'or ; mais seulement une poignée (dans la pratique, surtout les USA) s'engageaient à vendre de l'or à ce prix à la demande de banques centrales d'autres membres. En déclarant qu'il ne vendrait plus ses réserves d'or en échange du surplus des dollars d'autres pays, Washington disait clairement que l'on ne pouvait plus compter sur les USA pour assurer la stabilité des économies capitalistes du monde.

En avril 1973, les ministres des finances des USA, d'Allemagne de l'Ouest, de France et du Royaume-Uni se rencontrèrent à la bibliothèque de la Maison-Blanche pour discuter de l'état tumultueux de l'ordre économique international. Ce "Library Group" (Groupe de la bibliothèque) essaima rapidement en réunions ministérielles régulières, puis en un sommet annuel des dirigeants des nations capitalistes les plus puissantes. Commencé en 1975 en tant que G6 (avec l'inclusion du Japon et de l'Italie), ce groupe élitiste de nations capitalistes industrialisées devint le G7 en 1976 quand les USA insistèrent pour que le Canada fût invité à ce sommet. Ensemble, ces nations industrialisées prirent la responsabilité d'assurer la stabilité d'un nouveau système monétaire à taux de change flottant.

Bien que son point de concentration à l'origine ait été la coordination des politiques macro-économiques de ses membres, les dirigeants du G7 – tous alliés de la guerre froide – commencèrent rapidement à discuter également de questions de politique et de sécurité, condamnant, par exemple, l'invasion soviétique de l'Afghanistan de 1979. Au cours des années 1980, le G7 était à la fois très occupé à faire avancer les négociations commerciales de l'Uruguay Round et à formuler des stratégies multilatérales pour résoudre la crise aiguë de la dette de l'Amérique latine.

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, le G7 invita la Russie en 1991 à un dialogue d'après-sommet. D'abord exclue des discussions financières des dirigeants du G7, la Russie obtint officiellement de devenir membre à part entière en 1998, et le rassemblement annuel prit le nom de G8. Les pays du G7 ont continué de tenir des réunions ministérielles et présidentielles officieuses excluant la Russie. La dépendance de la Russie envers un financement du FMI et sa transition difficile vers le capitalisme et la démocratie représentative sont parmi les facteurs qui la séparent de ses partenaires du G8 ; d'où l'appellation schizophrénique "G8/G7".

PROBLEMES DE LA POLITIQUE ACTUELLE DES USA

En vertu de la combinaison de sa puissance et de son influence économique, militaire et diplomatique, le G8/G7 a la capacité d'exercer un pouvoir considérable sur les institutions multilatérales de la gouvernance mondiale. Ce pouvoir donne au G8/G7 une grande influence sur les politiques, les programmes et les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). C'est bien ce qu'il en est en dépit du fait que, à la différence de ces institutions, le G8/G7 n'ait pas de personnel permanent, pas de siège, aucun règlement de fonctionnement et aucun pouvoir officiel ou légal. Pour ceux qui subissent les conséquences négatives des ordres du jour politiques soutenus par le G8/G7 et pour les pays exclus de ses délibérations, le rôle influent du G8/G7 dans la gouvernance mondiale est amèrement ressenti et fréquemment critiqué.

Dans les vingt-cinq dernières années, d'autres groupements de nations ont apparu et disparu, mais le G8/G7 a duré. À partir de ses débuts, où il était une réunion informelle de chefs d'État des nations les plus riches, le sommet des dirigeants du G8/G7 est devenu un forum international empli de fastes et de cérémonie. Les déclarations de ses dirigeants et ministres reflètent le consensus des plus puissantes nations du monde sur un éventail croissant de questions internationales.

Jugé selon ses propres normes, le G8/G7 peut se prévaloir d'une série d'accomplissements. Les consultations des premières années réussirent à stabiliser le système monétaire international après avoir le brusque abandon de l'étalon or. Le président Reagan a attribué la conclusion pacifique de la guerre froide en

faveur du capitalisme au "front commun" établi par les puissances du G7. Le G7 a joué un rôle clé dans la conclusion de l'Uruguay Round et la création de l'OMC, dont la fonction centrale est le règlement des conflits. Alors qu'il entre dans un nouveau siècle, le G8/G7 peut se targuer à juste titre d'avoir joué un rôle clé en maintenant une confiance mutuelle entre les nations industrialisées et en augmentant le nombre des démocraties libre-échangistes.

Mais l'échec du G8/G7 à trouver des solutions à l'ensemble des problèmes économiques, politico-sécuritaires et transnationaux dont il s'occupe maintenant est tout aussi évident. Sur le front de l'économie, malgré une attention accrue aux questions de pauvreté, de développement et de santé, le G8 n'a pas été capable de réagir directement aux échecs du modèle de mondialisation néolibérale orienté vers les entreprises multinationales que le monde industrialisé a adopté sous l'égide des USA. Bien que reconnaissant l'urgent besoin d'"assurer une prospérité croissante et largement partagée" et de "donner un visage humain" à la mondialisation, il n'a pas agi au-delà de cette rhétorique désormais usée. Étant la source principale des aides au développement, les pays du G8 ont fort justement traité des questions du soulagement de la dette, des programmes mondiaux de santé publique et d'aide à une éducation universelle. Mais ils n'ont pas été à la hauteur de leurs promesses, tout en aggravant ces problèmes en insistant pour que leur aide soit liée à des programmes d'ajustements structurels qui minaient l'économie. La nouvelle attention portée au problème du développement de l'Afrique est une bonne chose, mais il est probable que tout accroissement d'aide de la part des nations du G8 sera accompagné du même type de conditions.

Le G8 présente un ensemble de politiques pour traiter du terrorisme, comprenant de nouvelles mesures multilatérales pour arrêter le blanchiment d'argent lié au terrorisme. À son honneur, cette initiative n'a pas utilisé la rhétorique de la "guerre contre le terrorisme" de Washington mais a traité du terrorisme comme d'un crime international. Il existe une préoccupation croissante envers l'utilisation par l'administration Bush de sa guerre contre le terrorisme pour exercer un nouvel interventionnisme militaire et une attitude diplomatique désinvolte. Mais un certain nombre de signes montrent que des partenaires européens mécontents sont désireux de défier les USA sur ces questions, et font des déclarations de consensus qui dissimulent ces défis en appelant à une gouvernance multilatérale mondiale.

Ayant évolué d'un intérêt au début concentré sur la coordination de politiques économique des États membres au rôle de préparer un ordre du jour pour une gouvernance mondiale, le G8/G7 est confronté à la critique croissante qu'il n'est pas représentatif. Comment un club élitiste peut-il formuler impartialement un agenda qui affectera tous les peuples et toutes les nations ? En 1999 le G8/G7, répondant à une initiative des USA, forma un forum associé appelé le G20, qui groupait un ensemble plus large de nations, appartenant pour la plupart aux marchés émergents, afin de délibérer sur des réformes de politique financière. Jusqu'ici, néanmoins, le G20 fonctionne surtout comme un banc d'essai pour les initiatives de politique du G7, ne travaillant guère à changer le caractère élitiste du G8/G7.

Il est clair que les nations les plus riches et les plus puissantes ont le droit de se réunir officiellement ou officieusement, tout comme le font d'autres groupements de pays ayant des intérêts et des préoccupations similaires ; ainsi, le G77, forum des nations en développement. Le problème fondamental de la légitimité associée au G8/G7 n'est pas son droit à l'existence. C'est plutôt la manière dont il a manœuvré pour se proclamer le joueur principal de la gouvernance mondiale et, au cours de ce processus, sapé l'influence des Nations unies.

À la suite de la Seconde Guerre mondiale, les USA et d'autres membres du G8/G7 créèrent un système visionnaire de gouvernance mondiale conçu pour préserver la paix et promouvoir la prospérité par l'intermédiaire d'institutions intergouvernementales, principalement les Nations unies. Aujourd'hui, ces institutions sont empoisonnées par des crises d'identité et de représentativité et se retrouvent elles-mêmes inefficaces lorsqu'elles sont confrontées à de nouveaux défis mondiaux, tels que répondre à l'éclatement de conflits intérieurs, arrêter la contagion de crises financières, ou réglementer les firmes multinationales. Une réforme structurelle s'impose si l'OMC, le FMI et l'ONU veulent faire face à certains de ces défis, tandis que d'autres problèmes mondiaux exigeront des agendas neufs et visionnaires de gouvernance mondiale, ainsi que de nouvelles institutions. Malheureusement, le G8/G7 a montré peu d'esprit de décision pour traiter la crise croissante de la gouvernance mondiale. De fait, il a contribué à cette crise en soutenant des décisions politiques qui court-circuitent l'ONU et favorisent les multinationales au détriment du bien-être public. Un défi encore plus fondamental de la gouvernance mondiale de la période de l'après-11 septembre est l'incapacité du Japon, de la Russie et des nations européennes d'offrir une résistance aux expressions de plus en plus affirmées des USA de leur hégémonie et de leur suprématie dans les affaires militaires, économiques, culturelles et diplomatiques.

VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE DES AFFAIRES ETRANGERES

Recommandations clés :
- Le G8/G7 devrait traiter des graves problèmes sécuritaires, économiques et environnementaux dont les pays qui le composent sont eux-mêmes principalement responsables.

- Le G8/G7 pourrait jouer un rôle clé en mettant l'accent sur le besoin de réformes substantielles des institutions de décision de la gouvernance mondiale.
- Des politiques sont nécessaires pour assurer un système de gouvernance globale ayant à la fois de solides institutions de décision en son centre et des groupes informels et consultatifs sur son pourtour.

La gouvernance mondiale est en ruine, mais il existe peu d'indications que les dirigeants politiques les plus puissants du monde aient l'envie ou la volonté de réformer les institutions actuelles ou d'en créer de nouvelles. Blâmes et récriminations abondent à l'intérieur des institutions multilatérales, ce qui laisse peu de place à l'autocritique et au changement. Aucun des groupes de nations ayant une vision identique (like-minded nations) – le G8/G7 étant le plus notoire – n'a fourni le type de leadership nécessaire pour moderniser la gouvernance mondiale.

En raison de sa puissante économie, de son avance dans le domaine des technologies de l'information et de son absence de concurrents militaires, les USA, une fois encore, exercent un pouvoir hégémonique dans le monde capitaliste qui maintenant comprend pratiquement la planète entière. Washington et les autres dirigeants du G8/G7 pourraient commencer à écouter plus sérieusement les critiques de leur représentativité et de leur légitimité. À l'intérieur d'une gouvernance mondiale réussie, il peut y avoir un rôle constructif à tenir pour des groupements auto-constitués de pays ayant une vision identique tels que le G8/G7. Le G8/G7, avec ses sommets annuels, ses réunions ministérielles et son processus de consensus pour établir ses ordres du jour, a mis en place un système valable pour établir des agendas de politique internationale pour des groupes de pays ayant des intérêts et des préoccupations similaires. Néanmoins, sans la présence d'autres groupements aussi forts de pays (en particulier de pays en développement), et en l'absence d'institutions multilatérales constituées plus démocratiquement, les pays du G8/G7 se sont assurés d'un niveau malsain de puissance.

Plutôt que de travailler à favoriser des forums d'autres nations ayant une vision identique, les USA ont cherché, historiquement, à saper les groupes qu'ils ne contrôlent ni ne peuvent contrôler. De même que les riches pays industrialisés bénéficient des réunions comprenant seulement d'autres nations et dirigeants ayant une vision identique, de même des pays pauvres et en développement pourraient également bénéficier de réunions stratégiques avec leurs homologues du Sud et des États en transition. En 1970, la campagne ourdie et menée par les USA pour écraser les factions au sein de l'ONU qui étaient en faveur d'un "nouvel ordre économique international" et leur embargo sur l'aide contre les dirigeants du mouvement des non alignés en sont des exemples précis. La réémergence du G77 lors d'une réunion d'avril 2000 représente un développement positif qui mérite le soutien et l'encouragement des USA, tandis qu'il est nécessaire de donner plus d'importance au G24, un plus petit groupe de pays en développement et de marchés émergents.

Au centre d'une gouvernance mondiale doivent se tenir des institutions efficaces, représentatives et intergouvernementales, à commencer par les Nations unies. Il faut traiter des questions de représentativité et de légitimité du G8/G7, mais ces problèmes ne peuvent être résolus sans traiter d'abord des problèmes de représentation et de structure qui accablent l'ONU. Il faut des politiques qui assureront un système de gouvernance globale ayant à la fois de solides institutions de décision en son centre et des groupes informels et consultatifs sur son pourtour.

Dans leur rôle de dirigeants mondiaux responsables, les décideurs du G8/G7 devraient adopter des agendas qui favorisent un tel système de gouvernance mondiale. En même temps, les dirigeants et les ministres peuvent soutenir des politiques qui rapprocheraient considérablement les objectifs déclarés de 1975 de "renforcer partout les sociétés démocratiques". Par exemple :
- Remplir les engagements pris jadis durant la crise financière asiatique de réformer l'architecture financière internationale pour résoudre le problème des énormes flux de capitaux spéculatifs, au lieu dechercher à réparer les lézardes du bâtiment et à réformer les politiques des nations emprunteuses.
- Accroître les engagements d'aide économique au moins jusqu'au niveau fixé par l'ONU de 0,7 % du produit intérieur brut du donneur. (La contribution des USA est moins d'un septième de ce niveau, la plus basse de toutes les principales nations industrialisées.)
- Élargir de façon substantielle l'engagement du sommet de Cologne en 1999 sur les programmes de remise de la dette FMI/Banque mondiale, en éliminant 100 % de la dette bilatérale et multilatérale des nations les plus pauvres.
- S'engager (sans exiger d'engagements similaires de la part de pays en développement) à effectuer une diminution substantielle des émissions de gaz carbonique, au moins aussi importante que celle définie par le protocole de Kyoto.
- Assurer un leadership dans le combat contre le terrorisme international qui se concentre sur des actions multilatérales, maintenir le respect des droits de la personne et s'occuper de résoudre des crises telles que celle du conflit israélo-palestinien qui déclenchent le terrorisme.

Finalement, retour au commencement : coordination de la politique macro-économique entre les nations industrialisées, en s'attelant à résoudre les problèmes structuraux de leurs propres économies qui pourraient mettre en danger la stabilité économique mondiale. Il convient d'abord d'examiner l'économie des USA, avec son déficit commercial et sa dette privée intolérables, qui sont tous deux à des niveaux record. Également, pour s'en tenir à une focalisation renouvelée sur une coordination de politique macro-économique, le G8/G7

devrait s'efforcer d'obtenir un traité entre Washington, Bruxelles (UE) et Tokyo pour réduire la volatilité des trois taux clés de change du système financier international actuel en s'accordant pour imposer des fourchettes avec maximum et minimum des taux de change euro-dollar, dollar-yen et euro-yen, tout en prenant des mesures telles qu'une taxe sur le change des devises pour réduire les attaques spéculatives sur les taux.

Le G8/G7 améliorerait considérablement sa crédibilité en tant qu'important forum de dirigeants mondiaux, s'il prenait ses distances vis-à-vis des professions de foi envers l'idéologie du libre-échange qui ont caractérisé les sommets passés. En même temps, les dirigeants du G7 devraient recentrer leur attention sur les graves crises des affaires mondiales, comprenant les problèmes de sécurité (prolifération des armements), d'économie et d'environnement (changement climatique global), problèmes dont les riches nations sont les premières responsables.

Pour le présent article, contacter : Tom Barry tom@irc-online.org, commentateur à l'Interhemispheric Resource Center et codirecteur de "Foreign Policy in Focus", d'où cet article est tiré.

La mobilisation face au G-8 après la coordination européenne de Genève des 1er et 2 mars

Par Julien Lusson

Introduction

Les 1er et 2 mars une réunion de coordination européenne de la mobilisation face au G-8 s'est tenu à Genève.

Près de 300 militants et représentants étaient présents à cette coordination, la liste complète sera communiquée par les militants genevois.
Les délégations venaient :
- d'Italie (Disobediente/Forum social italien),
- de Catalogne (représentants de l'ancienne coalition "contra la europa del capital" qui avait organisé la grande manifestation de mars 2002 à Barcelone),
- de Grande-Bretagne (Globalize Resistance),
- de Grèce (Forum social grec),
- d'Allemagne (ATTAC Allemagne et d'autres réseaux),
- de Belgique (CADTM),
- de Suède (ATTAC Suède),
- de Hollande,
- de Suisse (de très nombreux militants représentants des forces associatives, syndicales et politiques regroupées dans le "Forum social lémanique", et le "Comité vaudois anti-G8", mais aussi des militants de suisse alémanique)
- de France (là aussi de très nombreux militants de la région, regroupés, en Haute Savoie, dans le CHARG, et au plan national, de nombreuses forces syndicales (CGT, FSU, G10 Solidaires, CNT, Confédération paysanne, UNEF), associatives et ONG (CRID, Amis de la Terre, No pasaran, ATTAC, etc.) et politiques (LCR, les Verts, PCF, les Alternatifs, PS, etc.) .

La discussion a porté essentiellement sur les initiatives organisées face au G-8, de nombreuses questions, comme la date et le lieu de la manifestation et des différentes initiatives étant restées ouvertes jusqu'à la coordination des 1er et 2 mars.

Le contexte général

Il n'a été abordé que sous forme de rappel.

Celui-ci a porté sur les axes politiques de la coalition qui se regroupe face au G-8 et que l'on retrouve dans l'appel unitaire, même si celui-ci n'est pas signé par toutes les composantes de la coordination : l'illégitimité du G-8 où 8 chefs d'états et de gouvernements représentants les pays les plus riches du monde, entendent régler les affaires de la planète ; la lutte contre la guerre, pour d'autres rapports Nord/Sud (annulation de la dette, etc.), contre la croissance des inégalités, pour de réelles mesures de protection de l'environnement, etc.

Il a porté également sur la posture du gouvernement français qui veut esquiver les responsabilités qui sont les siennes dans la poursuite de politiques néo-coloniales, en particulier en Afrique et dans l'application des politiques néo-libérales. Celui-ci entend se présenter comme proche des préoccupations portées par les manifestants anti-guerre, altermondialistes ou environnementaliste et ouvert à la "société civile". Dans cet esprit, le G-8 sera précédé d'un "G-28", où seraient présents de nombreux chefs d'états et de gouvernements de pays du sud, dont Lula du Brésil, et d'une réunion du NEPAD avec les chefs d'états africains.

Dernier élément du contexte : l'importance de la guerre en Irak. Cette question, qui est au centre des préoccupations militantes dans les semaines actuelles, sera déterminante pour le G-8 de juin prochain. La situation sera radicalement différente selon les cas de figure : celui où les mobilisations et les pressions de la communauté internationale arrivent à bloquer le processus de guerre, celui où la guerre a lieu avec l'aval du conseil de sécurité de l'ONU, et donc des grandes puissances qui seront à Evian et celui, enfin, d'une guerre déclenchée unilatéralement par les Etats-Unis et leurs alliés.

Une pluralité d'initiatives

Celles-ci ont été discutées et précisées, en sachant que chacune d'entre elles est sous la responsabilité des mouvements et organisations qui les prennent en charge, la caractéristique des mobilisations étant de combiner coordination (toutes les composantes de la mobilisation étaient à Genève les 1er et 2 mars) et autonomie des initiatives.

Des conférences et sommets alternatifs

Sous cette dénomination générale, de nombreuses initiatives de débats, de conférences et de discussions publiques auront lieu tant à Genève et Annemasse, qui seront les lieux centraux des mobilisations, que dans les autres villes de la région, Lausanne, Annecy, Thonon, etc. Deux d'entres-elles devraient prendre une importance particulière :
- Le "sommet pour un autre monde", à l'initiative du CRID, qui devrait se tenir à Annemasse (contact Bernard Pinaud, b.pinaud@crid.asso.fr),
- Un "tribunal de la dette", à l'initiative du CADTM, qui devrait se tenir à Genève (contact Eric Toussaint, cadtm@skynet.be),

Plusieurs ATTAC d'Europe organiseront une conférence à Genève vendredi 30 ou samedi 31 (contact Alessandro Pellizari, alessandro@attac.org). Les autres initiatives seront annoncées et présentées dans les semaines qui viennent. Notons d'ores et déjà la tenue, à Genève, d'un forum syndical organisé par la Confédération européenne des syndicats, le mardi 27 mai, et la tenue du G-Monde, organisé par les ATTAC des différents pays en région parisienne, le mercredi 28mai ou jeudi 29 mai.

Les villages alternatifs

Sous cette dénomination se trouvent des projets qui sont loin de se limiter au logement des manifestants (question qui sera traitée par ailleurs) mais qui sont de réels projets politiques. Il s'agit de construire des lieux où, pendant quelques jours, pourra s'expérimenter une façon différente de s'organiser, de partager les ressources et de débattre en commun.

À cette étape, deux regroupements se dessinent :
- Le VAAG (village alternatif, anticapitaliste, anti-patriarchal et contre la guerre), qui entend garder son autonomie totale pour garantir son expression politique, est organisé par la Convergence de luttes anti-autoritaires et anti-capitalistes (CLAAC),
- Un village européen alternatif proposé par le réseau "G-8 illégal" (SUD étudiant, Aarrg, Vamos, et des individus) et se proposant de réunir tous ceux qui voudraient s'y associer sous la forme de "quartiers" dans le village.

Les lieux où ces villages s'établiront ne sont pas connus aujourd'hui et devront être négociés avec les autorités. L'hypothèse de travail proposée par les militants Haut-Savoyards est l'aéroport d'Annemasse, seul lieu d'une taille suffisante pour accueillir un ou des villages de plusieurs milliers de tentes.

Les projets de blocages non-violents

Ceux-ci ont été proposés par le Forum social lémanique et discutés dans les coordinations régionales où sont présents des réseaux militants suisses et français.

L'idée n'est pas de tenter de bloquer l'arrivée des Chefs d'État et de gouvernement, ce qui est évidemment hors de portée des manifestants, compte-tenu des dispositifs policiers et militaires prévisibles. Le projet du Forum lémanique est de perturber le fonctionnement du G-8 en ralentissant l'arrivée de la dizaine de milliers de collaborateurs indispensables à la machinerie du G-8. Ces ralentissements seront causés par la grande manifestation elle-même, Genève et Annemasse sont des petites agglomérations qui seront vite paralysées par un ou des cortèges de plusieurs dizaines ou centaines de milliers de personnes, et par des sit-in et fêtes populaires qui seraient organisées le dimanche après-midi sur les axes routiers suisses et français à partir de Genève, mais aussi à Lausanne, ville qui accueillera de nombreux "travailleurs" du G-8.

Une discussion a eu lieu sur la solidarité à apporter à ces initiatives, la crainte des militants du Forum lémanique étant une séparation entre les "bons" manifestants du matin et les "mauvais" qui participeraient aux blocages et pourraient être victimes de répression. Un long débat a permis d'aboutir à un accord sur la nécessité d'exiger l'ouverture des frontières et le droit de manifestation, sur l'appel de toutes les composantes de la coalition à la grande manifestation du dimanche matin, sur la popularisation des différentes initiatives et sur le soutien et la solidarité avec ceux et celles qui participeraient aux projets de blocages pacifiques et non-violents.

"Feu au lac" et autres initiatives

Par ailleurs, d'autres initiatives ont été annoncées, comme celle connue sous le nom de "mettre le feu au lac", coordonnée par des militants du "Comité Vaudois anti-G8" et qui consiste à organiser le samedi 30 mai au soir des grands feux sur les bords du lac Léman, feux qui seraient l'occasion de pique-niques et barbecues populaires. D'ores et déjà 50 municipalités et groupements militants se sont signalés comme partie-prenantes de cette initiative.

Les autres initiatives seront présentées dans les semaines qui viennent : on nous annonce déjà une fête anti-G8 le 17 mai à Cessy (stands, Conf./débat, grillades, orchestres etc.).

Manifestation à Genève et Annemasse dimanche 1er juin au matin

C'était une des questions les plus importantes de la réunion de Genève, cette manifestation étant la seule initiative qui regroupera la totalité des groupements militants investis dans les mobilisations face au G-8.

Le débat portait tant sur la date, samedi ou dimanche matin, que sur les lieux et les modalités d'organisation de la manifestation. Se mêlaient des considérations politiques - être près du G-8, mais en garantissant une manifestation pacifique - et des considérations

pratiques : comment permettre l'accès de dizaines ou même de centaines de milliers de manifestants.

C'est au vu de ces critères qu'un accord s'est dégagé pour une manifestation qui partirait dimanche matin de deux points de départ, Genève, en Suisse, et Annemasse, en France. Ces deux villes sont mitoyennes, assurent les meilleures conditions de transports, tant routiers que ferrés, et sont les plus proches (40 km) des grandes villes à proximité d'Evian.

La question non réglée est évidemment celle de la frontière franco-suisse, ce qui demandera une négociation rapide avec les autorités des deux pays, l'argument fort pour les convaincre étant les problèmes logistiques et le fait que la manifestation est assez éloignée de la zone rouge.

Un mandat a été donné aux coordinations suisses et françaises pour prendre contact avec les autorités des deux pays, séparément mais aussi, si cela est possible de façon conjointe pour discuter de deux questions :

- le droit de manifestation et l'ouverture des frontières, d'abord, bien sûr, pour la manifestation du dimanche matin, mais aussi, de façon plus générale pour éviter un blocage des militant(e)s aux frontières françaises (les accords de Schengen risquent d'être suspendus), comme nous l'avions vu à Nice en décembre 2000,

- les moyens mis à disposition pour permettre le couchage des manifestants pour la nuit du samedi 30 mai et pour permettre la tenue du contre-sommet et l'organisation des villages alternatifs.

Les problèmes organisationnels et logistiques

Même si de nombreux problèmes demeurent non résolus à cette étape, les discussions ont avancé à Genève.

- Pour le logement de la nuit du samedi 31 mai, les demandes vont se concentrer sur les villes d'Annemasse et de Genève, point de départ des manifestations, mais si la mobilisation devient vraiment très importante, il sera possible de demander aux collectifs des villes avoisinantes (Annecy, Grenoble, etc.) de prévoir des couchages "relais" pour la nuit du samedi.

- Les centres d'accueil et de convergences. Là aussi, à cause des incertitudes pesant sur les frontières, nous devrons dupliquer les choses. A Genève, la "maison des associations", un cadre militant qui offre de très bonnes conditions de travail serait d'accord pour être le lieu d'accueil pour l'organisation du contre sommet et des manifestations. Elle pourrait aussi être le centre médias. Des négociations vont s'engager avec les autorités locales pour un lieu de convergence qui permettrait l'accueil large de toutes celles et tous ceux qui arriveront pour les initiatives prévues. A Annemasse, les choses sont moins avancées, mais des lieux semblent possibles pour répondre à ces deux nécessités.

- Les questions de transport et de logistique à l'arrivée seront plus simples à régler si les lieux de départs de la manifestation sont confirmés, les militants Hauts-Savoyards vont voir s'il serait possible d'avoir une desserte gratuite par train entre Annecy et Annemasse.

- Les transports à partir des villes distantes seront à la charge des collectifs locaux (bus, trains, etc.). Toutes les aides et les idées pourront être partagées grâce aux listes électroniques et au site web; d'ores et déjà nous savons, pour les francophones, que le journal "Charlie" offrira un supplément gratuit que nous travaillerons avec eux et qui pourra être vendu, l'argent servant intégralement aux collectifs locaux pour aider au financement des transports.

- Les villages alternatifs auront des besoins basiques (assainissement, transports, etc.) que nous discuterons quand leur emplacement sera connu.

- Des équipes spécifiques sont en train de se mettre sur place pour l'assistance aux manifestants. Un collectif d'avocats est ainsi en train de se mettre en place.

- Les listes électroniques et site web. Liste francophone, g8@g8-evian2003.org. Liste internationale (messages si possible en plusieurs langues) g8-eu@g8-evian2003.org. Site web www.g8-evian2003.org Il est disponible mais reste à compléter : il s'agit d'un site web possédant une racine SPIP, c'est à dire équipé d'un logiciel qui permet à chaque organisation de gérer de façon autonome son propre espace de visibilité (contact : Erick Aubourg, erick@globenet.org). Pour les actions proposée par le Forum social lémanique, il existe un site www.g8deviant.org, www.evian-g8.org

- Les permanences. En attendant qu'elles se mettent en place à Genève et Annemasse, il en existe une à Paris, assurée au CICP, 21ter rue de Voltaire 75012, par Ashby Crowder, info@g8-evian2003.org

Le cadre de fonctionnement et les prochains rendez-vous

Des collectifs se mettent en place dans différentes villes, régions et pays. Au niveau international, trois types de coordinations ont été mises en place à Genève.

- Une coordination technique, qui permettra de suivre l'avancée des négociations et de la logistique, deux dates ont déjà été fixées : les mercredi 19/03 et 23/04 après midi à Genève, le lieu et les horaires précis seront précisés par liste électronique et une autre date de réunion devra être fixée en mai.

- Des réunions plus large d'information et de discussion collective sur l'avancée des mobilisations. Elles auront

lieu en parallèle le week-end des 26 et 27 avril à Angers, où se tiendront une série d'initiatives militantes face au G-8 sur l'environnement et à Berlin où se tiendra l'assemblée européenne de préparation du Forum social européen de Paris/St Denis. Les horaires précis des réunion sur le G-8 seront communiqué par liste.

- Enfin, si le besoin politique s'en fait sentir, le week-end des 10 et 11 mai a été "bloqué" pour que nous puissions nous voir, au moins sur une journée.

Contact pour cet article julien.aitec@globenet.org

L'illégitimité du G8 : les mobilisations

Sauf imprévu, le G8 devrait se tenir du 1er au 3 juin 2003 à Evian en Savoie. Le sommet officiel démarrera par un G28 le 1er juin, sera suivi d'un G8-Nepad le 2 juin et se concluera par un G8 proprement dit le 3 juin.

La mobilisation contre le G8 a démarré au mois d'octobre dernier, a commencé à s'organiser " internationalement " au Forum Social Européen de Florence, elle va s'accélérer à partir du mois d'avril, pour culminer au moment du sommet lui-même, avec le " contre-sommet " dont la manifestation constituera vraisemblablement le point d'orgue.

LA PREPARATION OFFICIELLE DU G8 :

Un site web officiel a été ouvert : www.g8.fr/evian

Les thèmes principaux :

- La gouvernance mondiale

- Le NEPAD (nouveau partenariat de développement pour l'Afrique), à partir notamment des engagements du G8 de Kananaskis (éducation, fonds de santé, prévention des conflits liés aux extractions de matières premières, corruption). L'Elysée souhaite visiblement faire du thème de l'eau une priorité.

- L'environnement : un G8 environnement aura lieu à Angers du 25 au 27 mars. La question de la responsabilité sociale des entreprises, suite aux résolutions de Johannesburg, devrait y être traitée également..

- La dette, avec la promotion d'un mécanisme de reconversion de dette en projets de développement pour les pays non éligibles à PPTE.

La sécurité du Sommet :

Les responsables sont MM. Poimboeuf, secrétaire du G8, et le préfet Carrenco, préfet de la région d'Evian. Ils ont prévu d'établir des zones de sécurité :

- Zone 0 : Hôtel où se réunit le G8 et où sont logés ses membres. Les délégués de Sud seront logés côté suisse, probablement à Lausanne.
- Zone 1 : Evian, les habitants seront badgés.

- Zone 2 : au-delà d'Evian et jusqu'à Thonon. Les journalistes se trouveront dans la ville de Publiez. Ce sont les différentes délégations qui iront vers eux.

- Zone 3 : zone de filtrage, tout le monde peut séjourner.

- Le lac : sera interdit à la navigation et étroitement surveillé.

Le Préfet veut gérer la frontière comme si elle n'existait pas (a-t-il déclaré lors d'une rencontre) car, dit-il, les 134 points de frontière sont ingérables. Mais les autorités suisses semblent hésiter.

Les autorités françaises ont annoncé vouloir faire du G8 d'Evian un " anti-Gênes ". L'Elysée a programmé des rencontres entre le Sherpa français, M. Gourdault-Montagne (un sherpa est le représentant personnel d'un chef d'État et de gouvernement, ainsi dénommé en référence au terme emprunté aux porteurs qui, dans l'Himalaya, aident les alpinistes à gravir les sommets...), conseiller diplomatique du Président de la République Chirac, et des organisations de la Société civile, visant principalement à échanger sur le contenu du G8, à partir des propositions françaises, mais aussi sur l'organisation du sommet.

LA MOBILISATION CONTRE LE G8

La coordination de la mobilisation :

- Un espace " informel " sur le G8 s'est constitué dès le mois de septembre dernier, à Paris, dans le but d'échanger à la fois sur les initiatives à mener et de réfléchir au sens de ce G8 en 2003. Cet espace s'est progressivement élargi. Il a débouché, dès le début du mois de novembre, à la demande des organisations présentes, sur un espace plus " formalisé " : une " coordination pour la préparation des mobilisations contre le G8 " qui se veut un espace de mise en cohérence des diverses initiatives. Cette coordination est pour le moment animée par le Cedetim. Elle dispose d'un secrétariat propre, fixé au CICP (21 ter, rue Voltaire), animé par Ashby Crowder info@g8-evian2003.org.

- Cette coordination est composée essentiellement de représentants nationaux d'organisations associatives et syndicales et de partis politiques .

- Plusieurs coordinations se sont mises en place dans la région d'Evian (Pays de Chablais, Savoie, Rhône-Alpes), regroupant des comités locaux d'Attac, des sections locales du CRID, des organisations libertaires, des sections locales de partis politiques ou de

syndicats. Sur Lyon existe une coordination large et un fort potentiel de mobilisation.

- A Florence, lors du Forum social européen du mois de novembre, s'est tenue une première réunion de coordination internationale, pour envisager les formes d'une mobilisation d'emblée internationale. A la suite s'est tenue une réunion de coordination à Genève le 4 décembre pour échanger sur les formes de mobilisations attendues par les uns et les autres et discuter de la mise en place de la campagne internationale. Une seconde rencontre a eu lieu le 15 janvier, pour refaire le point sur les initiatives d'ores et déjà prévues, les manques, une troisième les 1er et 2 mars où ont été précisés de nombreux points (voir le compte-rendu spécifique).

- Au total, on retrouve donc plusieurs espaces de coordination, chacun doté d'une légitimité spécifique :

- La coordination nationale de préparation des mobilisations contre le G8, qui se réunit à Paris. Elle regroupe les représentants “ nationaux ” des diverses organisations mobilisées. C'est un espace de coordination qui permet d'avoir une vision globale de ce qui se passe et de ce que les organisations prévoient de faire ensemble et séparément.

- Les Coordinations “ locales ” : celle du Pays de Chablais (dans laquelle Attac Chablais est active) ; la Coordination 74, où visiblement Attac 74 joue le rôle de coordinateur. En soutien actif, la coordination Rhône-Alpes.

- La de coordination de Genève qui fait la connexion entre la coordination nationale, les coordinations de la (grande) région d'Evian et les autres pays européens. Elle servira de point de lancement de la campagne européenne. Les réunions européennes doivent permettre de décider de façon cohérente des lieux et des dates des diverses initiatives prévues.

L'outil électronique

Globenet, serveur associatif et citoyen (www.globenet.org) et partie prenante de la mobilisation contre le G8, offre ses services à la disposition de la campagne. Il a donc permis d'ouvrir des listes électroniques gratuitement, et offre également d'héberger un site internet. La personne contact au sein de Globenet est Erick Aubourg.

- liste électronique

Une première liste a été ouverte pour échanger les idées et diffuser les compte-rendus de réunions dès le mois de septembre (g8-evian@globenet.org). A la demande de la coordination de préparation des mobilisations, un nom de domaine a été déposé : g8-evian2003.org. La première liste a donc été modifiée en conséquence, pour devenir dans sa version francophone : g8@g8-evian2003.org, et dans sa version internationale (multilingue) : g8-eu@g8-evian2003.org. Pour s'y inscrire, écrire à info@g8-evian2003.org.

- site web

La coordination nationale de préparation des mobilisations, soutenue par la coordination de Genève, propose l'ouverture d'un site internet commun pour la campagne G8. Il s'agit d'aller vers un espace de coopération, qui ne noie pas les identités de chacun-e. Ce site va être ouvert à l'adresse : www.g8-evian2003.org.

L'axe de mobilisation commun est l'illégitimité du G8.

C'est l'axe sur lequel s'est calé Attac depuis septembre dernier. La plupart des organisations mobilisées s'y réfèrent également.

Le texte d'appel à la mobilisation (voir à la fin de cette note).

Cet appel donne le ton de la campagne. Il est le fruit de plusieurs discussions au sein de la coordination nationale et lors des réunions de Genève. Plusieurs organisations l'ont d'ores et déjà signé : Les organisations qui l'ont d'ores et déjà signé sont : ACORT (Assemblée des Citoyens Originaires de Turquie), Agir pour l'environnement, APEIS, ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins en France), ATF (Association des Tunisien en France), AMF (Association des Marocains en France), ATTAC Bellegarde-Pays de Gex, Attac Jura, Ballon rouge, CADTM France, CADTM Suisse, CADTM Belgique, Civilités, Collectif Bella Ciao, FTCR (Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives), Forum Social Lémanique, Forum de la gauche citoyenne, Globalise Resistance, Gresea, Legambiante, Legrandsoir.com, MRAP, Nord-Sud XXI, Réseau action climat, Réseau Sortir du nucléaire, SoAL/Solidarität Basel, CTA, SIT, G10-Solidaires, CGT-Espagne, MNETS, Verts, PCF, Alternatives libertaires, PCOF, La Souris Verts, Les Alternatifs, LCR, JCR, SPEB, MJS, SOCIALISME SANS FRONTIERES Belgique, Collectif pour une Alliance Socialiste Vaud, RevolutionS, POP, Gauche en mouvement (Suisse), PARTI OUVRIER SOCIALISTE Belgique

Les temps et les lieux de la mobilisation :

- mars à juin : période de “ montée en puissance ” dans toute la France et en Europe de la mobilisation : débats, forums, initiatives diverses notamment au moment des G8 thématiques (pour le G8-environnement, une coordination 49 ad hoc s'est constituée pour organiser une contre-manifestatio, contact : Philippe Piau philpiau@wanadoo.fr.

- fin mai – début juin : contre-sommet (ensemble des initiatives menées en parallèle du G8 – voir ci-après).

Le temps fort sera vraisemblablement celui de la manifestation.

Les lieux et les dates de toutes les initiatives ne sont pas encore arrêtées définitivement, elles devraient l'être lors de la réunion de Genève des 1er et 2 mars. Pour le moment les options sont :

- du point de vue des dates, du 29 mai au 3 juin. Le G8 s'étale du dimanche soir au mardi.

- du point de vue des lieux : les initiatives devraient se tenir, compte-tenu de la mise en place d'une zone rouge très large et des problèmes logistiques à Genève/Annemasse (débats, voire manifestation).

Les diverses initiatives du Contre-sommet prévues pour le moment :

NB : Le contre Sommet désigne l'ensemble des activités organisées au moment du G8 lui-même (fin mai-début juin), et dans lequel on retrouvera des aspects festifs, culturels, des débats et des projections.

- La manifestation : devrait être le moment de convergence. Après hésitation, il semble que la Confédération Européenne des Syndicats ne mobilisera pas, mais plusieurs syndicats y participeront (la CGT notamment a d'ores et déjà prévenu qu'elle y serait). Elle aurait lieu vraisemblablement le dimanche en fin de matinée, pour des raisons de proximité avec l'ouverture du G28, mais cela reste à confirmer à Genève (l'autre option proposée étant le samedi après-midi). Son trajet reste indéterminé pour le moment car il dépend également des négociations avec les autorités. L'une des options à défendre pourrait être de partir de Genève pour aller vers Annemasse, mais cela nécessite de passer la frontière.

- un forum syndical : se tiendra vraisemblablement le mardi dans l'après-midi ou en matinée, organisé par la CES. Le lieu reste à préciser.

- Le sommet pour un autre monde : organisé par le CRID, en partenariat avec Greenpeace, Les Amis de la Terre, Act Up, Amnesty International, 4D, etc. Il aurait lieu les vendredi, samedi, lundi et mardi 30, 31 mai, 2 et 3 juin 2003, probablement entre Sciez-sur-Léman et Thonon. L'objectif est de créer un espace citoyen pour ouvrir un dialogue sur les différents points d'agenda du G8. Des témoignages y seront présentés illustrant les campagnes suivies par les organisateurs, et la parole sera donnée à des partenaires du Sud. Le fil conducteur des différentes thématiques abordées est l'agenda du G8 et la question plus globale de gouvernance mondiale.

- Le G-Monde d'Attac : l'idée est de monter une journée de rencontre-débat avec des représentants des Attac du monde entier, à l'issue de laquelle serait lue et diffusée une déclaration commune vis-à-vis du G8.

- Le village alternatif anticapitaliste et antiguerre (VAAAG) : à l'initiative de No pasaran. Il s'agirait d'un village autogéré (et non d'un dortoir, est-il précisé), organisé sur plusieurs jours et où les participants mettraient en œuvre des pratiques alternatives au capitalisme et aux rapports marchands.

- Rézo G8 Illégal ! www.g8illegal.org / g8illegal@lautre.net Présentation du réseau : Le réseau "G8 illégal" s'est constitué lors d'une réunion en marge du Forum Social de Florence à laquelle ont participé une cinquantaine de personnes - majoritairement des jeunes et des étudiant-e-s, venant d'une dizaine de ville de France. G8 illégal vise à échanger idées et matériel afin d'animer la campagne contre le G8 d'Evian (1er au 3 juin 2003), en particulier dans la jeunesse. Il est également à l'initiative du "village intergalactique" http://www.g8illegal.lautre.net/g8illegal.php3?page=village qui s'installera dans la région d'Evian dès le 28 mai. Individus ou collectifs, motivé-e-s contre le G8, rejoignez le réseau ! Info brûlante : Réunion nationale de préparation du village intergalactique contre le G8 les 12 et 13 avril prochain à Lyon. Si vous êtes interessé/es, prenez contact !

- Des actions symboliques : réalisées par différentes organisations en parallèle actions de Greenpeace, le Feu au Lac (organisé par les Suisses et des comités de la région d'Evian)…

- Le blocus du sommet : les Suisses (notamment l'Action mondiale des peuples) y sont favorables, quelques organisations françaises aussi (Aarrg notamment). L'idée n'est pas d'aller à l'affrontement mais de perturber de diverses façons (non-violentes) le sommet.

- Une initiative spécifique de mobilisation des organisations de jeunes : à l'initiative de l'UNEF, qui semble aller vers un village auto-organisé également, du jeudi au mardi 3 juin. Mais dont l'ambition est de mobiliser largement la jeunesse de France et de Navarre. Prochaine réunion de préparation : lundi 24 février à 18h30, à la Bourse du travail de République.

TEXTE D'APPEL

Signatures à renvoyer au plus vite à julien.aitec@globenet.org.

Le G-8 se réunit à Evian les 1er, 2 et 3 juin 2003
Mobilisation face au G-8 !

Le G-8, qui réunit les 7 pays les plus riches du monde, plus la Russie, tiendra son prochain sommet en France, dans la ville d'Evian, les 1er, 2 et 3 juin prochain.
Créé en 1975 pour discuter de façon informelle des questions financières et économiques, ce club des dominants trace les grandes orientations d'une mondialisation soumise à l'exigence du profit et conformes aux intérêts des multinationales. Les recommandations du G-8 sont mises en œuvre par les

institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale, dont les pays riches sont les actionnaires majoritaires ou l'OMC, dominée, elle aussi, par les mêmes pays.

Le G-8 prétend jouer de fait, le rôle de gouvernement du monde, ce pourquoi les peuples de la planète ne l'ont jamais mandaté. Instance illégitime, le G-8 impose pourtant ses choix et oriente la marche du monde. Le G-8 impulse des politiques néo-libérales qui accélèrent la concentration des richesses, s'attaquent au droit du travail, précarisent l'emploi et les conditions de vie de la grande majorité de la population et favorisent les exclusions culturelles et la destruction de l'environnement. Alors que les pays membres du G-8 refusent de lutter réellement contre les fraudes financières, le blanchiment d'argent et les pavillons de complaisances, le G-8, au nom de la lutte contre le terrorisme, légitime la guerre, le militarisme et la répression. Le G-8 prétend vouloir lutter contre la pauvreté dans le monde, mais le programme de réduction de la dette des pays pauvres s'est avéré totalement insuffisant et soumis à des conditions inacceptables, les plans du FMI continuent à conduire des pays, comme l'Argentine, à la faillite, la libéralisation commerciale sous l'égide de l'OMC se révèle chaque jour plus défavorable aux pays du Sud et les contributions financières pour la lutte contre le SIDA, le paludisme et autres pandémies sont à des années-lumières des besoins et des promesses. Les pays membres du G-8, enfin, n'ont pris aucune mesure sérieuse de protection de l'environnement.

Depuis une quinzaine d'année, les mobilisations se multiplient face au G-8. En Europe, cela a été le cas en 1989 à Paris et en 1996 à Lyon, en 1998 à Birmingham et 1999 à Cologne, des dizaines de milliers de manifestants ont exigé l'annulation de la dette des pays du sud, et en 2001, des centaines de milliers de personnes manifestaient à Gênes en dépit de la répression policière qui a provoqué la mort de Carlo Giuliani.

Cette année, nous avons la responsabilité de nous mobiliser en masse face au G-8 à travers une démarche militante et citoyenne qui va du local au global.

Que nous soyons militants associatifs, syndicalistes, membres d'une ONG ou d'un parti politique, ou, surtout, simples citoyens, nous serons dans la rue unis sur des exigences communes, mais en respectant nos différences, car notre diversité est notre force.

Nous nous mobiliserons, ensemble, pour la paix, contre toutes les guerres ou interventions militaires, notamment dans le conflit israélo-palestinien, en Côte d'Ivoire, Colombie ou Tchétchénie, et contre l'intervention occidentale en Irak.

Nous dénoncerons l'illégitimité du G-8 et nous exigerons des gouvernements des mesures immédiates contre la régression sociale, contre toutes les discriminations, notamment celles qui touchent les femmes et les homosexuel-le-s, et toutes les inégalités et pour exiger le droit au travail et au revenu, une autre répartition des richesses, l'annulation totale de la dette du Tiers monde, l'application du droit de tout être humain à circuler et vivre là où il le souhaite ainsi que l'accès pour toutes et tous aux biens communs de l'humanité, l'eau, la mer, la terre, l'alimentation, le logement, l'éducation, la culture, l'information et l'accès aux services de santé et aux médicaments.

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 19-03-2003 >> 26-03-2003

http://attac.org/rdv/index.html

19/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Triesting + Innsbruck + Wien + Graz
BRITAIN : http://www.attac.org.uk/attac/html/calendar.vm
London
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Paris + Villeneuve d'Ascq + Saintes + Paris

20/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg + Wien + Bad Zell
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
La Rochelles + Rennes + Paris 18 + St Quentin la Poterie
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo + Ntnu-Hist
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

21/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg + Gallneukirchen
BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Bruxelles
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Stormøde
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Arras

22/03

AUSTRALIA : http://attac.org/australia/html/calendar.html
Melbourne
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Jennersdorf
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Brest + Lyon + Cergy Pontoise
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne
SVERIGE : http://www.attac.nu/index.php?sc=340,1
Malmo

24/03

AUSTRALIA : http://attac.org/australia/html/calendar.html
Sydney
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien
BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Bruxelles
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Esbjerg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Metz + La Rochelle

SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

<u>25/03</u>
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz + Wien
BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Vielsam
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Arhus
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Lyon + Macon
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

<u>26/03</u>
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Rennes